

FRANCK BIANCHERI

## L'indépendance intellectuelle est clé si l'on veut identifier les risques

**Anticipation politique.** LEAP cherche à décoder les signaux annonciateurs de risques pour permettre de décider les yeux ouverts, avec quelques succès majeurs.

« La fin de l'Occident tel qu'on le connaît depuis 1945 ». Le 16 février 2006, le deuxième numéro du *GEAB* (*Global Europe Anticipation Bulletin*) édité par LEAP (Laboratoire européen d'anticipation politique) – lettre sur abonnement jusque-là peu connue – use d'un ton alarmiste pour avertir ses lecteurs de l'imminence d'une « crise systémique globale » dont il décrit à l'avance le scénario. Le buzz sur internet assure un succès d'audience au résumé mis en ligne, puis un intérêt réel pour les autres prévisions du LEAP lorsque, au fil des mois, son scénario noir s'incarne.

Début 2006 donc, le *GEAB* relève deux faits potentiellement déclencheurs d'« une crise économique et financière d'une ampleur comparable à celle de 1929 »: la décision iranienne d'ouvrir une Bourse du pétrole en euros et celle de la FED de ne plus publier les chiffres de M3, présenté comme « l'indicateur le plus fiable de la quantité de dollars dans le monde ». Et d'en déduire pour les années à venir: « Perte de confiance dans le dollar, explosion des déséquilibres financiers américains, crise pétrolière, disparition du leadership américain, défiance vis-à-vis du monde arabo-musulman, inefficacité de la gouvernance mondiale et incertitudes sur la gouvernance européenne. » En février 2008, bien avant la disparition de Lehman Brothers, ce même bulletin prévoit l'effondrement de l'économie réelle américaine, avec faillites en très grand nombre.

En ce mois d'avril 2010 – après quelques G20 verbeux, le gel du système financier mondial fin 2008, le vote suisse sur les minarets et en plein psychodrame européen sur la dette grecque – Franck Biancheri, ce Monsieur Catastrophe, reste très discret sur



REVUE LE MORVAN MAURICE

le fonctionnement de son Laboratoire européen d'anticipation politique: « Quatre permanents – dont moi-même installé à Nice – et un vaste réseau d'informateurs dans le monde. » Se définissant comme militant depuis vingt-cinq ans pour une Europe plus démocratique, il est plus prolix sur ses prévisions actuelles et son souci d'indépendance intellectuelle.

**Le GEAB du 15 avril annonce des moments très difficiles pour la Grande-Bretagne cet été et un risque de faillite de la FED l'hiver prochain. Vous avez un parti pris de catastrophisme?**

Nous essayons de prévoir ce qui pourrait se passer. Pour cela, l'indépendance intellectuelle est clé: car l'avenir n'est pas politiquement correct. Nous avons tous ten-

dance à oublier très vite que des événements que nous jugions impossibles il y a encore quatre ans ont bien eu lieu: faillite de Lehman Brothers et absorption d'autres banques américaines, nationalisation de fait du marché immobilier et de la production automobile aux Etats-Unis, nationalisation de banques anglaises. Notre dernier bulletin relève que le bruit fait autour de la Grèce par les médias, anglais et américains en particulier, tente de cacher le fait que le problème grec n'est pas le signe d'une prochaine crise de la

zone euro, mais un indicateur avancé du prochain grand choc de la crise systémique globale. A savoir: la collision entre, d'une part, la virtualité des économies britannique et américaine fondées sur un endettement public et privé intenable et, d'autre part, le double mur d'emprunts venant à échéance à partir de 2011 et d'une pénurie globale de fonds pour se refinancer à bon marché.

**Les Etats-Unis ne sont pas la Grèce: les prêteurs continuent à leur faire confiance...**

Supposons que vous disposiez de 20 francs que vous pouvez prêter. Deux amis vous sollicitent pour un prêt: le premier a besoin de 10 francs et sa situation financière lui laisse peu de chances de vous les rembourser un jour; le second est en meilleure posture, mais il a besoin de 200 francs au minimum. En fait, vous ne prêterez sans doute ni à l'un ni à l'autre. C'est la situation dans laquelle se trouve le monde. Il faut désormais raisonner en termes de montants absolus des dettes et plus seulement en poids relatif d'une dette publique par rapport au PIB d'un pays...

**Comment travaillez-vous?**

Je m'intéresse de longue date à l'avenir de l'Union européenne et ai développé depuis mes années d'études – et la création de l'AEGEE-Europe lorsque j'étais président du Bureau des élèves de sciences-po Paris – un réseau d'amis dans différents pays. Nous avons d'abord travaillé pour la Commission européenne, avant d'estimer qu'il était nécessaire de développer une réflexion indépendante. *GEAP* est vendu 200 euros par an à nos 3000 abonnés: nous voulions rendre l'information stratégique accessible. Notre méthode accorde une grande importance aux informations et analyses venant des praticiens. Je n'étais pas spécialisé en économie lorsque j'ai constaté, début 2006, comme plusieurs de mes contacts habitués à voyager aux Etats-Unis et en Europe, que le discours sur le dynamisme de l'économie américaine ne correspondait pas à ce que nous voyions: des gens vivant dans des camping-cars, avec un faible pouvoir d'achat, sans couverture sociale. Cette économie fonctionnait sur la dette et certains prêts n'étaient pas remboursables. Les faits importants passent souvent inaperçus.

**IL FAUT REGARDER LES MONTANTS ABSOLUS DES DETTES ET PLUS SEULEMENT LEUR POIDS RELATIF AU PIB.**

**Ne retenez-vous pas que le négatif? Beaucoup affirment que la crise est finie...**

On comprendra vers l'été que la reprise n'est pas là. Mais la crise est un moment de changement. Certains y gagnent: la Chine, le Brésil, la Russie. Je ne suis pas si pessimiste pour l'Europe. C'est un continent riche et ses citoyens ont l'habitude d'être taxés. Ils savent que des systèmes relativement équilibrés aident à traverser les crises. Nous avons dit, il y a déjà trois ans, que les systèmes sociaux allaient devenir un élément majeur pour éviter la violence: il y a des millions de gens des deux côtés de l'Atlantique qui sont près de tomber dans la grande pauvreté. ◊

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET



DÉCRYPTAGES  
GENEVIÈVE BRUNET

### LE DROIT ET LA MORALE

Goldman Sachs a-t-elle sciemment trompé ses clients en leur vendant des produits liés aux crédits hypothécaires, à un moment où elle-même misait sur l'effondrement à venir de l'immobilier américain et la chute des prix de tels produits? Les procédures en cours aux Etats-Unis en décideront: selon le droit. Le patron de cette banque d'affaires a beau jeu d'expliquer que prendre des positions longues et courtes sur les mêmes titres – donc parier à la fois sur leur hausse et leur baisse – relève des techniques de base de la gestion du risque. Valable sur le terrain du droit, cette argumentation est légère sur celui de la morale. Mieux informés – et formés –

que nombre de leurs clients, les banquiers pourraient gagner quasiment à tous les coups contre eux. S'ils ne

**TRÈS LOIN DE LA VIE DE CEUX QUI VONT SUBIR.**

prenaient ainsi le risque de perdre la confiance, sans laquelle aucune banque ne vaut grand-chose. Ce qui se joue autour de Goldman Sachs va bien au-delà des arguties juridiques. Si peu d'as de la finance ont été assez visionnaires pour prévoir la crise des subprimes et ses conséquences, ils étaient en revanche très nombreux à savoir que des crédits destinés aux pauvres alliant progressivité des intérêts et report de paiement sont des bombes à retardement pour des budgets modestes. Tout comme ils sont aujourd'hui très nombreux à s'inquiéter de l'« acceptabilité » de la rigueur nécessaire pour apurer les dettes publiques. Les profits et bonus en dépendent. Très loin de la vie de ceux qui vont subir. ◊

**MAINTIEN DU 2<sup>E</sup> PILIER**  
J'ai 58 ans. Mon employeur  
me propose de travailler  
à mi-temps dès l'an prochain,  
en maintenant ma  
prévoyance professionnelle.  
Dois-je accepter?

R. N.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les caisses de pension qui auront d'ici là modifié leur règlement en ce sens, pourront appliquer les nouvelles mesures destinées à favoriser la participation des travailleurs âgés au marché de l'emploi. Au nombre de ces innovations: la modification de l'article 33 a de la LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle) qui ouvre la possibilité pour les assurés ayant atteint l'âge de 58 ans, et dont le salaire diminue de la moitié ou plus, de demander le maintien de leur prévoyance professionnelle au niveau de la rémunération antérieure. Mais attention: ce maintien du 2<sup>e</sup> pilier ne sera pas obligatoirement pris en charge paritairement par l'employé et l'employeur. Il pourra être laissé aux seuls bons soins de l'assuré, offert par l'entreprise ou pris en charge par l'employeur et le salarié. Avant de prendre votre décision, demandez au service du personnel ou au gérant de la caisse de pension une projection de vos futures cotisations au 2<sup>e</sup> pilier. Prendre en charge soi-même, en tout ou partie, le maintien de sa prévoyance professionnelle au niveau du dernier gain assuré peut représenter une lourde charge financière avec un revenu diminué de moitié. ○

**Plus-values.** Les performances affichées depuis mars 2009 n'ont pas épuisé le potentiel, selon la banque rouge et bleu.

## Actions

# Le Credit Suisse optimiste

Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, affirme un vieux dicton boursier. Or, depuis leurs niveaux les plus bas affichés début mars 2009, nombre de marchés d'actions semblent bien décidés à faire mentir cet énoncé de sage modération. A l'instar du SMI – l'indice représentatif des grandes capitalisations à la Bourse suisse – qui affichait à la clôture du lundi 26 avril une modeste plus-value de 2,66% depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier; mais une envolée de plus de 57% depuis le plancher de mars 2009! Si la totalité de la baisse subie depuis l'été 2007 n'est pas entièrement effacée, les portefeuilles ont toutefois bien meilleure mine qu'il y a un an. Faut-il pour autant craindre une correction imminente? Certains établissements financiers ont commencé à mettre en exergue les problèmes non résolus et leurs possibles effets à venir sur les cours (voir les avertissements sur les marchés actions dans les pages finance de *L'Hebdo* des 7 et 14 avril). D'autres demeurent résolument optimistes. C'est le cas du Credit Suisse, qui s'en explique dans le numéro d'avril-mai de sa revue *Trends*. Les spécialistes de cette banque reconnais-

sent volontiers que lorsqu'ils ont étoffé il y a un an la quote-part actions dans les portefeuilles gérés, ils s'étaient fixés des objectifs de cours pour céder les titres acquis à prix minime. Objectifs largement dépassés depuis.

**Situation économique meilleure que prévu.** Pourtant, ils «n'entendent pas procéder pour l'heure à des prises de bénéfices». Et pour cause: leur appréciation de la situation économique, pourtant au-dessus du consensus il y a une année, a été dépassée par la réalité. L'économie se porte mieux que prévu, tant en Suisse que dans le reste

### LES ACTIONS ET PLACEMENTS ALTERNATIFS DEVRAIENT MIEUX ÉVOLUER QUE LES PLACEMENTS À REVENU FIXE.

du monde. D'où la sérénité affichée par la grande banque. Elle avance des prévisions de progression des actions ces douze prochains mois s'élevant de 5,8% pour l'indice phare de la Bourse suisse à 11,6% pour le marché d'actions japonais. Un changement de donne ayant amené Stefan Keitel, CIO

Private Banking and Asset Management, et David Strebel, Head of Private Banking Investment Advisory and Strategies, à modifier – en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 – leur modèle d'allocation d'actifs. Valable pour une durée de 3 à 7 ans, cette stratégie de placement intègre à nouveau une «quote-part neutre des liquidités à 5% pour tous les profils de placement», avec en parallèle «une augmentation de 5% de la part en actions.» Et de préciser que «le nouveau rôle assumé par les marchés émergents, leur pondération plus marquée dans les indices mondiaux d'actions et leurs perspectives

structurelles plus favorables à long terme ont conduit à relever la part d'actions de ces pays.» Un portefeuille dit équilibré, composé par les experts du Credit Suisse, comporte ainsi désormais 40% d'actions, 35% d'obligations, 20% de placements alternatifs et 5% de liquidités. Un quasi-retour au *business as usual* d'avant la grande crise financière. Le poids donné aux actions répond à «la nécessité d'ajuster

l'allocation d'actifs en vue du prochain cycle global des marchés».

La banque rouge et bleu prévoit par ailleurs de meilleures performances à l'avenir pour les valeurs réelles que pour les valeurs nominales. Une façon polie de signaler que l'inflation pourrait revenir. Vision corroborée par les projections affichées pour les taux Libor à 3 mois sur différentes devises à un horizon de 12 mois: 0,8% sur le franc suisse (contre 0,25 aujourd'hui), 1,60 sur l'euro (contre 0,58), 1,40 sur la livre sterling (contre 0,65) et 1,30 sur le dollar américain (contre 0,28). Seul le Libor sur le yen frémirait à peine: passant de 0,24 à 0,30 en une année. ○ GB

### LE CHIFFRE

# 57

La FDIC (Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires américaine) a fermé 7 banques dans l'Illinois au cours de la semaine écoulée. Cela porte à 57 le nombre d'établissements bancaires ayant fait faillite aux Etats-Unis depuis le début de l'année. En 2009, 140 établissements de dépôt avaient fait défaut: le pire score en la matière depuis 1992. L'année en cours s'annonce toutefois encore plus sombre. Même si les banques ainsi fermées n'ont pas été jugées «too big to fail» – et si les clients sont indemnisés à hauteur de la garantie minimale prévue pour les dépôts bancaires – la succession de faillites bancaires aux Etats-Unis témoigne de l'ampleur de la crise du crédit et des difficultés croissantes de nombre d'emprunteurs pour faire face à leurs engagements. ○

### LE GLOSSAIRE

## NEW VALUE WWZ

Le New Value WWZ Swiss Venture Capital Index est un nouvel indice du capital risque en Suisse; mis au point par le département de commerce et de gestion de l'Université de Bâle dans le cadre d'une étude réalisée pour la S.E.C.A. (Swiss Private Equity & Corporate Finance Association). Il montre que les montants investis en capital risque en Suisse sont restés stables pendant la crise financière. Depuis 1999, quelque 6 milliards de francs ont été placés par des Venture Capitalists dans de jeunes sociétés innovantes suisses, créant entre 10 et 20 emplois par société. La part des investissements en sciences de la vie a largement dépassé les 70%. ○



En personne à vos côtés.  
Aussi en Suisse romande.

Expert en placement.  
Dans le monde entier.

Prenez-nous au mot.

LGT Bank (Suisse) SA, Genève, 022 318 65 00  
LGT Bank (Suisse) SA, Lausanne, 021 711 87 00

www.lgt.ch  
Bâle, Berne, Genève, Lausanne,  
Lucerne, Lugano, Zurich et  
22 autres sites dans le monde.



Wealth  
Management